

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Marc COMBY, *Philippe Vaillancourt, militant syndical et politique*, Montréal, VLB Éditeur, 2009, 176 p.

par Jean-Marc Piotte

Recherches sociographiques, vol. 51, n° 3, 2010, p. 547-548.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045473ar>

DOI: 10.7202/045473ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Marc COMBY, *Philippe Vaillancourt, militant syndical et politique*, Montréal, VLB Éditeur, 2009, 176 p.

L'histoire syndicale et politique du mouvement ouvrier suscite peu d'intérêt chez les universitaires, malgré les remarquables ouvrages de Jacques Rouillard et les quelques activités du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs et des travailleuses du Québec (RCHTQ) qui publie un bulletin et que dirige actuellement M. Comby. Celui-ci, dans ce récent ouvrage, cherche à mieux nous faire connaître cette histoire par l'intermédiaire des activités d'un militant syndical et politique : Philippe Vaillancourt.

Très jeune et tout en poursuivant ses études, Philippe Vaillancourt fonde avec Jean-Louis Gagnon, dans la ville de Québec, en 1934, la revue *Vivre* qui s'attaque au pouvoir établi et à la Confédération canadienne. En 1936, il milite dans les Jeunesses patriotes, créées par les frères Walter et Dostaler O'Leary un an plus tôt, et dont l'objectif est la défense des Canadiens français contre le gouvernement fédéral au service des trusts et des intérêts canadiens-anglais. Il s'en éloigne lorsque cette organisation, face à l'imminence de la guerre, se rapproche de Duplessis. Contrairement à plusieurs de ses amis, il ne s'inscrit pas au Bloc populaire mis sur pied en 1942 pour lutter contre la conscription. Il s'engage plutôt en 1943 dans la Cooperative Commonwealth Federation (CCF) dont il deviendra le secrétaire rémunéré pour la ville de Québec et où il militera avec, entre autres, Jean-Marie Bédard, syndicaliste de conviction trotskyste. En 1944, Vaillancourt est embauché comme responsable de l'organisation syndicale et de la négociation au Québec par le Congrès du travail du Canada (CTC). Il déménage alors à Montréal et commence une carrière syndicale qu'il poursuivra jusqu'à sa retraite, en 1976. En 1948, il est nommé directeur régional du CTC, remplaçant Jean-Marie Bédard qui démissionne, refusant d'entériner la chasse anticommuniste qu'endosse la direction. (Vaillancourt, pour sa part, ne s'opposera jamais aux directions syndicales, même lorsqu'il ne partageait pas leurs vues, comme c'était le cas pour leur adhésion au maccarthysme.) La même année, il est élu secrétaire du Conseil de travail de Montréal (CTM), affilié au CTC qui n'est pas représenté par une fédération au Québec, contrairement au Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) qui, depuis 1937, s'est doté de la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ). Après la naissance de la FTQ en 1957, fruit de la fusion des représentants québécois de la CTC (la Fédération des unions industrielles du Québec, FUIQ, créée en 1952) et de la CMTC (la FPTQ), Vaillancourt est nommé directeur de l'éducation du CTC au Québec.

Comby éclaire bien la période où la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), dirigée par Gérard Picard (1946-1958) et le CTM, puis la FUIQ, deviennent de plus en plus combatifs, se politisent et se coalisent souvent, malgré la FPTQ qui pactise avec Duplessis, s'isole syndicalement et refuse l'engagement politique. L'élection de Jean Marchand, qui remplace Picard jugé trop radical, affaiblit cette combativité, ramène la centrale vers l'apolitisme et l'éloignera du CTC. La FTQ, au contraire, demeurera politisée, grâce à la FUIQ qui, même si elle est minoritaire, entraînera dans son sillage les syndicats de métiers. L'auteur montre également que les coordinations syndicales sont favorisées par des syndicalistes de différentes centrales qui apprennent à se connaître au sein de la CCF,

puis du Nouveau Parti démocratique (NPD). La plupart de leurs militants, dont Vaillancourt, condamnant la non-reconnaissance de la nation québécoise par ces deux partis canadiens, appuieront la naissance du Parti socialiste du Québec qui fera long feu.

En décrivant l'activité d'éducation syndicale menée par Vaillancourt, Comby trace les premières luttes de la FTQ pour que cette éducation au Québec se fasse en français et qui conduiront le CTC à remettre à la FTQ le budget de l'éducation, donc son contrôle. Dans l'organisation de son exposé, Comby oscille entre l'histoire d'un syndicaliste et l'histoire du syndicalisme québécois, entre un exposé chronologique et un exposé thématique, ce qui rend le lecteur perplexe, perdu dans une foule de données paraissant éparpillées. De plus, l'absence d'un index ne permet pas de réunir ce que dit l'auteur de tel ou tel acteur ou de tel ou tel événement. En corrigeant ces lacunes, en centrant son exposé sur la biographie d'un syndicaliste et en ajoutant un index à son travail, j'espère que Marc Comby consacra son prochain ouvrage à ce grand syndicaliste que fut Jean-Marie Bédard.

Jean-Marc PIOTTE

*Professeur retraité,
Université du Québec à Montréal.
piotte.jean-marc@uqam.ca*

Louis DELAGRAVE, en collaboration avec Jean-Luc PILON, *Histoire des relations du travail dans la construction au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, 241 p.

D'entrée de jeu, je tiens à statuer sur ce qui pourrait constituer une apparence de conflit d'intérêt. J'ai discuté de ce projet de rédaction de l'histoire des relations du travail dans l'industrie de la construction avec son auteur et j'ai formulé des suggestions et fait des commentaires lors de la recherche qu'il a menée et j'ai toujours ouvertement soutenu ce projet, unique en soi, étant moi-même proche du monde de la construction depuis 43 ans. L'auteur et son collaborateur ont eu la délicatesse de souligner le très modeste rôle que j'ai tenu dans leur projet à la page XVII de leur ouvrage.

La pénurie de textes sur l'industrie québécoise de la construction fait de ce livre une référence essentielle dans le contexte où cette industrie est, sinon inconnue, du moins mal connue et méconnue. Que de préjugés envers les quelque 140 000 travailleurs, 25 000 employeurs et les dizaines de milliers d'intervenants directs et indirects de cette industrie ! Certes les Gérard Hébert, Gérard Dion, Carol Jobin, Fernand Morin, Claudine Leclerc et le soussigné ont écrit sur le sujet, mais cet ouvrage présente une fenêtre unique et complète sur l'histoire très particulière des relations du travail dans le secteur de la construction au Québec. Cette publication est la seule source historique complète sur les relations du travail dans l'industrie de la construction québécoise, source d'informations crédibles et vérifiées non seulement pour les gens même de la construction et les professionnels œuvrant dans